

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/478  
22 décembre 2003

(03-6700)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

## PAKISTAN – DEMANDE DE PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE PAR L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

La délégation du Pakistan a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 décembre 2003.

---

Par sa décision figurant dans le document G/L/501 daté du 9 novembre 2001, le Conseil du commerce des marchandises a prorogé jusqu'au 31 décembre 2003 la période de transition prévue pour l'élimination par le Pakistan des MIC restantes. Au cours de cette période, le Pakistan a fait des progrès importants dans l'élimination de ses MIC, et, à ce jour, il a supprimé 86 programmes concernant la fabrication de machines et d'appareils électroménagers. Il reste cependant 16 programmes concernant l'industrie automobile dont la suppression progressive soulève des difficultés en raison des besoins du pays en matière de développement, de finances et de commerce. C'est pourquoi le Pakistan souhaite demander une nouvelle prorogation pour trois ans afin de maintenir les 16 programmes restants jusqu'au 31 décembre 2006.

Après avoir connu des difficultés économiques considérables, le secteur des grandes entreprises manufacturières du Pakistan a récemment enregistré une croissance prometteuse, qui a atteint 8,7 pour cent en 2002-2003. L'industrie automobile y a fortement contribué avec une croissance de 49,8 pour cent. Le Pakistan estime donc que la politique actuelle doit être poursuivie pendant quelque temps afin de maintenir cette forte croissance.

Le principal bénéficiaire du maintien des MIC dans l'industrie automobile est le secteur de la distribution, qui emploie plus de 115 000 personnes. De plus, cela procure à l'État des recettes fiscales représentant plus de 450 millions de dollars EU, et cela permet d'économiser 700 millions de dollars EU en importations. Cette politique a également permis au Pakistan de se lancer dans l'exportation de pièces automobiles; la valeur de ces exportations s'est élevée l'an dernier à 25 millions de dollars EU.

Compte tenu des besoins du pays en matière de développement, de finances et de commerce évoqués plus haut, le Pakistan espère que sa demande de prorogation pour la poursuite de sa politique d'indigénisation et de retrait au bénéfice de l'industrie automobile sera accueillie favorablement par les Membres et qu'une prorogation sera accordée jusqu'au 31 décembre 2006.

---